

## CONVENTION D'AIDE AU DEVELOPPEMENT

---

### ENTRE

la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur représentée par le Président du Conseil régional dûment habilité par la délibération n°XX-XXX de la Commission permanente du ..... ,  
ci-après dénommée « la Région »,

**d'une part,**

### ET

La structure de production : .....  
dont le Siège Social est situé .....

.....  
dont le N° de SIRET est ..... et le code NAF/APE est .....  
représentée par ..... son représentant, dûment habilité à cet effet,  
ci-après dénommée « le Bénéficiaire »,

**d'autre part.**

Il a été convenu ce qui suit :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu le règlement (UE) N°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, tel que prolongé par le règlement (UE) n° 972/2020 de la Commission du 2 juillet 2020 ;

Vu le règlement UE n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2016 relatif aux aides de minimis, tel que prolongé par le règlement (UE) n° 972/2020 de la Commission du 2 juillet 2020 ;

Vu le régime cadre exempté en vigueur relatif aux aides régionales en faveur du cinéma et de l'audiovisuel, adopté sur la base du RGEC N°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

Vu la Loi N°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée ;

Vu le Décret N°2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu le Règlement financier du Conseil régional ;

Vu la délibération n° 20-190 du 10 avril 2020 de la Commission permanente du Conseil régional portant approbation de la Convention de coopération pour le cinéma et l'image animée entre l'Etat, le Centre national du cinéma et de l'image animée, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Conseil départemental des Alpes-Maritimes ;

Vu la délibération n° 21-133 du 26 Mars 2021 du Conseil régional portant approbation le cadre d'intervention pour le cinéma et l'audiovisuel.

## **Article 1 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir la subvention attribuée par la Région au Bénéficiaire au titre de l'aide au développement de l'œuvre mentionnée ci-dessous : montant, conditions d'utilisation et modalités de paiement.

## **Article 2 – Objet et montant de l'aide**

Dans le cadre des mesures en faveur du cinéma et de l'audiovisuel, la Région attribue une aide financière au développement d'un montant de \_\_\_\_\_ € au Bénéficiaire pour le projet :

- Titre provisoire : .....
- Auteur : .....
- Réalisateur : .....
- Genre : fiction/documentaire/animation/nouveau média et Web : .....

## **Article 3 – Modalités de versement de l'aide**

L'aide accordée a pour objet d'aboutir au développement du projet précité. Toutefois le Bénéficiaire est informé que si le projet élaboré débouche finalement sur un film les coûts de l'écriture du scénario et du développement devront être ensuite inclus dans le budget de production et pris en compte dans le calcul de l'intensité maximale d'aide de l'œuvre cinématographique ou audiovisuelle qui pourrait être sollicitée.

L'aide au développement émerge à la section de fonctionnement. Si le projet débouche sur une œuvre cinématographique ou audiovisuelle, l'aide au développement sera émergée a posteriori à la section d'investissement.

L'aide financière est liquidée de la façon suivante :

- Une avance de 70 % après notification de la présente convention par le Président du Conseil régional et sur présentation des contrats d'auteurs et/ou d'option ;
- Le solde sur présentation d'un rapport décrivant les démarches effectives justifiant la recherche de diffuseurs et de coproducteurs, pouvant inclure les courriers adressés aux diffuseurs et aux coproducteurs éventuels et après transmission d'un état récapitulatif certifié des dépenses du projet, accompagné des pièces justificatives, permettant de justifier qu'au moins 160% de la subvention (soit ..... € HT) ont été dépensés sur le territoire régional. Les dépenses éligibles relatives à cet état récapitulatif complémentaire sont définies par la nomenclature ci-jointe.

En cas de coproduction, les comptes pourront être remis par le coproducteur (ou partagés entre les coproducteurs) sous réserve d'avoir fourni le contrat de coproduction.

## **Article 4 – Présentation des pièces justificatives**

Toutes les pièces justificatives doivent être signées par le Président ou la personne dûment habilitée à engager l'organisme et préciser le nom et la qualité du signataire.

## **Article 5 – Délai de validité de l'aide**

Le Bénéficiaire dispose d'un délai de deux ans à compter de la date du vote de la convention pour transmettre les pièces justificatives, le cachet de la poste ou le récépissé de dépôt délivré par les services régionaux faisant foi.

L'aide ainsi accordée n'engage pas la Région à financer le projet en production.

Si le Bénéficiaire constate un retard dans la réalisation du projet subventionné, il peut demander une prorogation du délai de validité de la subvention concernée. Pour cela, il doit adresser à la

Région, par écrit et en recommandé avec accusé de réception, une demande argumentée au moins 4 mois avant l'expiration du délai de validité prévu par l'acte attributif de la subvention. Pour être considérée comme acceptée par la Région, la demande de prorogation doit faire l'objet d'un vote de la Commission permanente, avant l'expiration du délai de validité initialement prévu par la présente convention.

## **Article 6 – Modalités d'information du public**

En cas de réalisation du projet, Bénéficiaire s'engage :

- à faire figurer au générique de fin du film, la mention « avec l'aide au développement de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur » ainsi que sur tous documents promotionnels, d'information, dossiers de presse ou articles de presse, produits dérivés du film ;
- à associer la Région à toute opération de presse sur le tournage et à remettre à la Région, libres de droit et gratuitement, des photos prises en cours de tournage et pouvant servir des opérations de communication ;
- à remettre à la Région le matériel de communication liés au film : des affiches (format papier ou numérique en HD), des photos de tournage et des photos du film (format numérique HD) et la bande annonce ou des extraits du film (format numérique en HD) ;
- à remettre à la Région cinq BLU-RAY du film (s'il n'existe pas d'édition Blu-Ray, un envoi du film au format numérique HD) pour utilisation éventuelle à des fins non commerciales ainsi que la fiche de suivi fournie par la Région ;
- à libérer les droits non commerciaux d'exploitation/diffusion de l'œuvre pour toute opération coordonnée par la Région et à être attentif aux opérations de diffusion et d'éducation aux images soutenues par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- à s'assurer auprès du distributeur de l'application de cette obligation et à obtenir du distributeur un engagement écrit dans ce sens à être attentif aux opérations de diffusion et d'éducation aux images soutenues par la Région.

## **Article 7 – Conditions d'utilisation de l'aide**

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage à utiliser les sommes attribuées par la Région conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Région.

Le Bénéficiaire s'engage à informer la Région par écrit, dans les meilleurs délais, de toute modification administrative le concernant (changement de dénomination sociale du Bénéficiaire, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...).

Le Bénéficiaire s'engage à informer la Région par écrit, dans les meilleurs délais, de toute modification matérielle, financière, ou technique du projet subventionné (date de réalisation, budget prévisionnel...).

Toute modification de l'objet de la subvention doit être formellement acceptée par la Région et doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Cette aide s'inscrit dans le cadre des dispositions du Règlement général d'exemption par catégorie (RGE) N°651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 publié au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2014, tel que prolongé par le règlement (UE) n° 972/2020 de la Commission du 2 juillet 2020.

Conformément à l'article 1611-4 du CGCT, il est interdit au bénéficiaire d'une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention d'attribution conclue entre la Région et le Bénéficiaire.

## **Article 8 – Responsabilité de la Région**

L'aide financière apportée par la Région à cette opération ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au titulaire ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

## **Article 9 – Modalités de contrôle**

Le Bénéficiaire de la subvention peut être soumis au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée.

A cet effet, la Région peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l'opération et faire procéder par ses délégués à toute vérification sur pièce ou sur place.

Le Bénéficiaire ayant reçu, dans l'année en cours, une ou plusieurs subventions est tenu de fournir à la Région une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats de son activité.

Les comptes sont certifiés par le commissaire aux comptes pour les personnes morales de droit privé qui en sont dotées, par le Président ou par la personne dûment habilitée.

Lorsque la subvention régionale est affectée à une dépense déterminée, le Bénéficiaire doit produire à la Région un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu financier, daté et signé par le représentant légal de la structure, doit être transmis à la Région dans les six mois qui suivent l'exercice pour lequel la subvention est attribuée.

Le compte-rendu financier est réglementairement constitué d'un tableau des dépenses et des recettes affectées à la réalisation du projet subventionné, il fait apparaître les écarts éventuels exprimés en euros et en pourcentage constatés entre le budget prévisionnel du projet et les réalisations.

Le compte-rendu financier est accompagné de deux annexes :

- la première annexe comprend un commentaire sur les écarts constatés entre le budget prévisionnel et la réalisation du projet ainsi qu'un tableau de répartition entre le budget principal et le compte-rendu financier des charges communes indiquant les critères utilisés à cet effet ;
- la seconde annexe comprend une information qualitative décrivant, notamment, la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.

## **Article 10 – Non-respect par le Bénéficiaire des dispositions de la convention ou du règlement financier**

En cas de non-respect du délai de validité prévu par la présente convention, le Bénéficiaire :

- ne peut prétendre à un quelconque versement au titre de la subvention concernée ;
- doit rembourser les sommes indûment perçues, calculées en rapportant les dépenses justifiées au montant des dépenses en Région calculées.

En cas de non-respect par le Bénéficiaire de l'une des dispositions du règlement financier ou si le contrôle des pièces transmises par le Bénéficiaire ou les contrôles sur place effectués par la Région la conduisent à constater la non-exécution totale ou partielle de l'opération subventionnée, le Bénéficiaire :

- ne peut prétendre à un quelconque versement au titre de la subvention concernée ;
- doit rembourser les sommes indûment perçues.

### **Article 11 – Obligations du Bénéficiaire relatives à la protection des données à caractère personnel**

Le bénéficiaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, à savoir notamment le Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas de transfert par le bénéficiaire à la Région de données à caractère personnel, celui-ci s'engage :

- à informer préalablement les personnes concernées dudit transfert et de sa finalité ;
- à obtenir leur consentement express ;
- à transmettre à la Région les coordonnées du responsable de traitement de données, et celles de son délégué à la protection des données s'il en a un.

### **Article 12 – Date d'effet et résiliation de la convention**

La présente convention est exécutoire à sa notification par la Région au Bénéficiaire de l'aide. La convention prend fin par le versement du solde de la subvention au Bénéficiaire de l'aide, par la résiliation de la convention à l'initiative du Bénéficiaire renonçant à l'aide ou par la résiliation unilatérale et de plein droit par la Région en cas de dissolution de la structure ou lorsque les engagements visés par la présente convention ne seraient pas respectés par le Bénéficiaire.

Dans ce dernier cas, cette résiliation prend effet à sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception au Bénéficiaire de la subvention.

Fait en trois exemplaires originaux.

Le.....

Le Bénéficiaire,

Le .....

Le Président du Conseil régional,

M.....

M .....

## NOMENCLATURE DES DEPENSES ELIGIBLES AU TITRE DES AIDES AU DEVELOPPEMENT DE LA REGION PROVENCE-ALPES- CÔTE D'AZUR

---

Pour être éligibles, les dépenses doivent

- être effectuées en région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- être directement liées au développement du film aidé,
- être acquittées par le bénéficiaire de la subvention ou par le coproducteur sous réserve qu'il ait fourni le contrat de coproduction afférent.

Il s'agit de :

**1 - Développement artistique :**

Acquisition des droits ; droits d'archives audiovisuelles, photographiques et sonores ; dépenses d'écriture et de conseil ; activités de recherche/repérages ; casting et équipe technique ; etc.

**2 - Recherche de financement et marketing :**

Transport et défraiements ; frais d'accréditation pour des marchés du film ; démo, teaser et/ou pilote ; dépenses de communication ; présentation du projet et/ou traductions ; etc.

**3 - Personnel de développement, assurances, frais juridiques et comptables :**

Personnel de développement salaires et charges liées ; assurances, frais juridiques et comptables ; etc.

Toutes ces dépenses doivent être directement liées au développement du projet et être accompagnées d'une note justificative en sus des justificatifs de paiement.